



VIOLENCE NUMÉRIQUE CONTRE
LES FEMMES: DANGERS,
OPPORTUNITÉS ET PRÉVENTION
SUR LE WEB

INFO



IAMANEH Schweiz | Suisse

Gesundheit für Frauen und Kinder
Santé pour femmes et enfants

2024



Miriam Glass et Alexandra Nicola
Photo: Marilyn Umurungi

«Médias numériques: entre dangers et opportunités.»

**Chers/chères membres,
Chères donatrices, chers donateurs,
Chères lectrices, chers lecteurs,**

La numérisation enrichit notre vie à bien des égards, elle nous ouvre de nouvelles voies de communication et permet de partager nos connaissances. Mais il existe cependant des zones d'ombre que nous ne pouvons pas ignorer.

La lutte contre la violence envers les femmes sur Internet constitue actuellement l'un des plus grands défis à relever. La cyberintimidation, le harcèlement et les menaces dans l'espace numérique peuvent être aussi néfastes que la violence physique et ont souvent un impact profond sur la vie des personnes touchées.

IAMANEH Suisse œuvre pour l'amélioration de la santé des femmes et des enfants, qui doivent pouvoir vivre à l'abri de la violence. Dans cette brochure, nous expliquons comment nos organisations partenaires étendent leurs projets à l'espace numérique.

Par son travail, notre organisation partenaire albanaise CLWG fait office de pionnier dans ce domaine, en soutenant depuis des années les femmes victimes

de violences domestiques. Lisez à partir de la page 6 comment le CLWG aborde les thèmes de la protection et de la prévention dans l'univers numérique.

Au-delà de leurs dangers, les médias numériques offrent également d'immenses opportunités. Ils permettent par exemple une diffusion rapide et efficace de l'information dans le domaine de la santé et de la prévention. L'application «Notre bébé et nous», lancée cette année au Togo, en témoigne. Elle propose un contenu précieux sur la grossesse, l'accouchement et les suites de couches en formats de textes, d'images et audios (page 12).

Chères lectrices, chers lecteurs, votre soutien en faveur de ces initiatives et de toutes celles de nos organisations partenaires est particulièrement important. Grâce à vous, nous pouvons poursuivre notre travail et relever ensemble de nouveaux défis.

Un grand merci pour votre confiance et votre soutien.

Alexandra Nicola et Miriam Glass
Co-directrices, IAMANEH Suisse

NOUVELLES FORMES DE VIOLENCE LIÉE AU GENRE

Les femmes et les filles sont les plus ciblées par la violence numérique. Cette violence liée au genre, souvent à tendance antiféministe, touche les femmes de tous les groupes d'âge et laisse des traces sur leur santé et dans leur vie.

Pour son rapport mondial sur les filles réalisé en 2020, l'organisation Plan International a sondé 14'000 filles dans le monde entier sur leurs expériences de harcèlement, d'abus et de menaces dans les médias sociaux. 58% des personnes interrogées ont indiqué qu'elles avaient déjà été menacées, insultées ou discriminées en ligne.

La violence dans l'espace numérique a un impact profond sur la vie des personnes affectées.

Photo: JUT Media



D'autres études viennent étayer l'observation selon laquelle la violence dans l'espace numérique touche énormément de personnes, et le harcèlement en ligne a encore augmenté depuis la pandémie de Covid.

Comment se manifeste la violence numérique ?

La cyberviolence englobe tout type de harcèlement, de menace ou d'abus via des plates-formes numériques. Il s'agit par exemple de *cybergrooming*, où des adultes manipulent des mineurs en ligne, de sextorsion, où des images intimes sont utilisées pour faire du chantage, ou de hate speech, c'est-à-dire des discours de haine ciblés. Le *cyberstalking*, la surveillance par des moyens techniques, est également fréquent. Conséquences de cette pratique, les personnes concernées n'arrivent parfois pas à se distancier de l'auteur des violences dans une relation de couple violente.

Au vu des multiples formes de violence numérique, il est urgent de les combattre de manière ciblée. Le centre de consultation CLWG en Albanie travaille à cet effet avec IAMANEH Suisse pour mieux protéger les femmes et les filles contre la cyberviolence grâce à de nouvelles lois.

La coordination entre différents services contribue de manière décisive à la protection des personnes concernées. Sur la photo, une réunion à Tirana.

Photo: JUT Media

Collaboration pour le changement

Malgré l'augmentation de la violence numérique, il manque un encadrement approprié. Le Conseil des droits humains de l'ONU reconnaît la cyberviolence comme une grave violation des droits humains et souligne que ce type de violence comporte également des risques d'agressions physiques dans le monde réel. Le Conseil fédéral suisse confirme aussi cela, mais des mesures globales et des lois claires font encore défaut. L'anonymat des auteurs rend en outre les poursuites pénales difficiles. La protection contre la violence numérique exige des efforts de la part de l'État et de la société dans son ensemble, avec notamment une éducation et une sensibilisation précoces.

Si la violence virtuelle s'intensifie, cela affaiblit l'impact de mouvements en ligne positifs. La haine et la violence sur le Web peuvent inciter les personnes concernées à ne plus s'exprimer sur la toile et à se retirer ainsi du cadre social. La collaboration entre IAMANEH Suisse et AJCAD Mali a pour objectif d'y remédier. Un projet commun encourage l'utilisation ciblée des médias numériques, afin d'informer les jeunes sur l'excision et de promouvoir un changement social.

L'application «Notre bébé et nous» développée par IAMANEH et l'AFAD au Togo fournit aux futurs parents des informations sur tout ce qui touche à l'accouchement. Cet outil améliore la protection de la mère et de l'enfant, y compris dans les ré-

gions reculées sans accès à Internet. De telles initiatives mettent en évidence l'importance des outils numériques, dont la fonction et l'utilité ne doivent pas être éclipsées par la violence en ligne.

Ce n'est que par la prévention, l'éducation et la coopération internationale que nous pourrions utiliser les ressources numériques pour offrir protection et soutien, au lieu de les tolérer comme outils de violence.

Marilyn Umurangi et Stella Loeffelholz,
IAMANEH Suisse

CONTRE LA VIOLENCE NUMÉRIQUE : LE CLWG DÉFINIT DE NOUVEAUX CRITÈRES EN ALBANIE

Les rencontres entre professionnel-le-s de différentes institutions contribuent à une meilleure coordination en cas de violence envers les femmes.

Photo: JUT Media

La violence exercée via la technologie peut potentialiser d'autres formes de violence. Eijnxh Pepa, de notre organisation partenaire CLWG, décrit les mesures possibles pour y remédier.

À une époque où les technologies numériques façonnent de plus en plus nos vies, un nouveau front de violence contre les femmes et les filles se développe dans le monde virtuel. La violence numérique continue de se répandre sous l'influence croissante des plateformes en ligne. Cette forme d'abus ne reflète pas seulement la violence traditionnelle, mais l'amplifie par l'anonymat et la portée des technologies modernes. Malgré son augmentation alarmante, notamment pendant la pandémie de coronavirus, la violence numérique n'est toujours pas prise en compte dans la législation albanaise.



Dimensions numériques de la violence

La violence numérique englobe les comportements préjudiciables basés sur la technologie, qui touchent spécifiquement les femmes et les filles et peuvent avoir un impact considérable sur leur vie, leur santé, leur sécurité et leur intégration sociale. Contrairement aux formes traditionnelles de violence, la violence numérique se manifeste souvent sur les plateformes de médias sociaux et de jeux, via des applications de messagerie ou par des moyens technologiques tels que le suivi GPS et l'intelligence artificielle (IA). Malgré la diversité de leurs manifestations, toutes les formes de violence numérique ont un point commun: elles touchent de manière disproportionnée les femmes et les filles et renforcent souvent les inégalités de genre qui existent également hors ligne.

Le potentiel de violence numérique est considérable en Albanie, où près de 82 % de la population utilise Internet et 65 % est active sur les médias sociaux. Malgré cela, les lois actuelles ne protègent pas les individus de manière adéquate. Afin de combler cette lacune, le CLWG a lancé un projet ambitieux visant à développer et à faire avancer une initiative législative. Celle-ci doit reconnaître la violence numérique comme une forme indépendante et grave de violence sexospécifique, et doit la combattre efficacement.

Une démarche à quatre piliers

Le projet conduit par le CLWG est complet, car il vise non seulement à introduire une nouvelle législation, mais aussi à garantir que les institutions, les personnes concernées et le public soient habilités à lutter efficacement contre la violence numérique. L'initiative s'appuie sur quatre piliers:

1. Plaidoyer législatif: le CLWG travaille en étroite collaboration avec le centre de formation des juristes, le ministère de la Justice, le Parlement albanais et des experts-e-s juridiques afin de développer un modèle de loi qui reconnaisse la violence numérique comme une forme de violence envers les femmes. Ce projet s'inspire de modèles internationaux tels que la Convention d'Istanbul et la loi européenne sur les services numériques, pour assurer la conformité avec les normes mondiales de protection des femmes et des filles à l'ère numérique.

2. Renforcement des capacités: afin de mettre en œuvre efficacement la nouvelle législation, le CLWG se concentre sur le renforcement des capacités des institutions clés telles que la police, la justice et les organisations de la société civile. Par le biais de formations et d'échanges, le projet doit permettre à ces acteurs de réagir de manière appropriée aux cas de violence numérique et de fournir un soutien aux personnes concernées.

3. Service de soutien: le CLWG propose des services aux victimes de violence numérique, afin de leur apporter un soutien émotionnel et des conseils pratiques pour naviguer en sécurité dans le monde numérique. Les groupes d'entraide incitent

les communautés de personnes concernées à partager leurs expériences et leurs stratégies pour faire face à la violence numérique.

4. Sensibilisation: la sensibilisation du public est essentielle pour prévenir la violence numérique et soutenir les personnes touchées. Les campagnes de sensibilisation du CLWG se concentrent sur les groupes marginalisés, afin de rendre visibles les expériences vécues et de montrer les effets réels de la violence numérique. En se focalisant sur ce point, le CLWG souhaite changer le discours public et réduire la stigmatisation qui accompagne les signalements de violence numérique.

À propos du projet Sécurité pour les femmes et les filles dans l'espace numérique

Depuis 2023, le Counselling Line for Women and Girls (CLWG) étend son engagement pour lutter contre la violence numérique envers les femmes et les filles en Albanie. Les formes de violence virtuelle via Internet et d'autres moyens techniques sont en augmentation et ont de graves conséquences pour les personnes touchées. Il n'existe en Albanie pratiquement pas de lois abordant la violence liée au genre dans l'espace numérique. En collaboration avec d'autres organisations, le CLWG a donc lancé une initiative visant à défendre les droits fondamentaux dans cet univers.

Le CLWG s'engage dans le plaidoyer pour de nouvelles lois et en faveur de la formation au sein des institutions, de conseils en ligne et de la sensibilisation du public. IAMANEH soutient le CLWG depuis plus de deux décennies et contribue également au financement et à la durabilité de la phase actuelle du projet.

Progrès et impact

Le CLWG a réalisé jusqu'à présent de grands progrès dans ses efforts pour modifier la législation. Sur mandat du CLWG, trois expert-e-s juridiques ont élaboré un projet de loi qui combine des dispositions issues de modèles législatifs nationaux et internationaux. Ce projet représente un pas en avant significatif en Europe. Il est conforme à la Recommandation générale du Groupe d'experts sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique (GREVIO) du Conseil de l'Europe, qui porte sur la dimension numérique de la violence envers les femmes.

La coopération du CLWG avec l'autorité albanaise des médias garantit que la nouvelle législation inclut également les discours de haine en ligne et leur interaction avec la violence numérique. Le projet de loi a reçu le soutien d'acteurs clés, dont le ministre de la Justice, le ministre de l'Intérieur et plusieurs députés du Parlement. Des événements tragiques tels que le suicide d'une femme à la suite d'abus en ligne sur TikTok ont encore renforcé le soutien du public et du gouvernement à l'initiative.

Perspectives

Le chemin vers une protection juridique complète contre la violence numérique est encore long, mais les progrès du CLWG sont encourageants. En s'engageant en faveur de cette loi, le CLWG ne comble pas seulement une grave lacune dans le cadre juridique albanaise, mais crée également un



La gestion de la violence numérique soulève de nombreuses nouvelles questions.

Photo prise lors d'une formation pour professionnel-le-s.

Photo: m.à.d.

précédent important dans le domaine de la gestion de la violence numérique en Europe. Les avancées du projet seront évaluées en permanence afin de s'assurer que les objectifs visés – réduction de la violence envers les femmes et promotion de l'égalité entre les sexes en Albanie – sont atteints.

.....
Ejnxh Pepa

À propos de l'auteure

Ejnxh Pepa vit et travaille à Tirana, en Albanie. Elle coordonne depuis 2018 les programmes du Counselling Line for Women and Girls (CLWG), une organisation albanaise partenaire de IAMANEH Suisse. Ejnxh Pepa a étudié l'économie de la santé, le droit et la psychologie aux universités de Rotterdam et du Sussex. Au près du CLWG, elle conseille les femmes victimes de violence sur des questions juridiques et psychologiques.



«NOUS DEVONS UTILISER BEAUCOUP PLUS LES MÉDIAS SOCIAUX!»

Au Mali, IAMANEH et l'Association des Jeunes pour la Citoyenneté Active et la Démocratie (AJCAD) œuvrent ensemble pour mettre fin à l'excision. Le projet se concentre sur la collaboration avec les jeunes, qui se mobilisent contre cette violation des droits humains via les médias sociaux et des événements publics.



Manifestation de l'AJCAD au Mali. Photo: m.à.d.

Adam Dicko, fondatrice de l'AJCAD, et Daouda Ballo, expert en genre, utilisent la communication numérique de manière ciblée pour informer sur la santé sexuelle et reproductive. Dans un entretien avec IAMANEH Suisse, les deux mettent en lumière aussi bien les opportunités que les risques liés à cette forme de transmission des connaissances.

IAMANEH: L'importance des médias numériques pour la diffusion d'informations sur la santé sexuelle a fortement augmenté. Tant au niveau national qu'international, on constate que les jeunes et les adultes recourent de préférence aux médias numériques pour les questions portant sur la sexualité. Est-ce également le cas au Mali?

Adam Dicko: Nous observons effectivement une tendance similaire, en particulier chez les jeunes. Internet est l'une des principales sources d'information des jeunes sur les méthodes de contraception. La toile et les médias sociaux offrent à tout moment des informations factuelles, rapides et discrètes et font quasiment office de média d'édu-

cation. Les jeunes ne sont pas stigmatisés et n'ont pas à justifier leur curiosité, mais trouvent en revanche des témoignages sur tous les thèmes sexuels imaginables. Nous pensons donc qu'il est important de promouvoir les compétences médiatiques des activistes dans le domaine du travail auprès des jeunes en milieu ouvert.

Vous travaillez également de manière ciblée avec des blogueurs/euses et des influenceurs/euses, qui disposent déjà de compétences médiatiques considérables. Selon quels critères les sélectionnez-vous?

Daouda Ballo: Exactement, nous collaborons d'une part avec des blogueurs/euses et des activistes médiatiques influents, et nous proposons d'autre part au personnel de l'AJCAD des formations régulières pour renforcer l'utilisation des médias sociaux dans leur travail de sensibilisation. Lors de la sélection de blogueurs/euses et d'influenceurs/euses, nous observons leur portée et nous nous assurons qu'ils traitent déjà de nos sujets dans leurs articles. Les stations de radio et les journalistes avec qui nous travaillons abordent

À propos du projet

Plus forts ensemble: utilisation des médias sociaux par les jeunes pour lutter contre l'excision

Notre organisation partenaire AJCAD (Association des Jeunes pour la Citoyenneté Active et la Démocratie) s'engage activement pour la promotion des jeunes dans des domaines tels que la santé et les droits sexuels ainsi que pour une démocratie participative dans le pays.

IAMANEH et l'AJCAD œuvrent ensemble pour mettre fin à l'excision. Un des points forts est la collaboration avec les jeunes, qui se mobilisent, via les médias sociaux et des événements publics, contre cette violation des droits humains. Dans les régions du Mali, où près de 89% des femmes et des filles sont excisées, des jeunes sont formés afin d'expliquer les risques et les problèmes de l'excision et de créer un espace pour le changement. Le projet comprend en outre des conseils aux personnes concernées, ainsi que l'utilisation de la plateforme en ligne «ClickInfoAdo», qui familiarise les élèves avec les thèmes de la santé reproductive de manière ludique et créative.

Plus d'infos à propos de l'AJCAD Mali sur <https://ajcadmali.org/v2/>

Réunion de l'AJCAD
à Bamako, Mali.
Photo: m.à.d.

aussi les thèmes du genre, des mutilations génitales féminines et de l'égalité entre les sexes dans leur communication.

En Suisse, il n'est pas rare que les activistes qui s'expriment publiquement sur des thèmes féministes ou relatifs aux droits des femmes subissent des attaques en ligne. Vos activistes médiatiques sont-ils aussi ciblés par des formes de cyberharcèlement (violence numérique)?

Daouda Ballo: Des thèmes comme l'excision et l'autodétermination sexuelle sont susceptibles aux fausses informations, car ils sont très actuels chez les jeunes et controversés chez les responsables religieux. Ils sont en outre chargés émotionnellement et fortement présents dans les mé-

dias, souvent de manière négative. Les campagnes de désinformation utilisent malheureusement ces émotions négatives et les personnes qui s'expriment sur ces sujets sont directement visées par de violentes critiques, voire des menaces.

Comment les personnes réagissent-elles à ces menaces? Ou comment s'en protègent-elles?

Adam Dicko: Dans la plupart des cas, l'autocensure et le silence sont la réponse aux attaques ou à la diffamation sur les médias sociaux. Nous devons donc former nos activistes aux compétences médiatiques et, en collaborant avec des blogueurs et blogueuses établi-e-s, non seulement les informer sur l'excision, mais aussi leur fournir des stratégies concrètes pour se protéger contre de telles attaques.



Pouvez-vous citer quelques mesures concrètes?

Adam Dicko: Nous les encourageons à ne pas laisser l'hostilité et la diffamation sans commentaire, mais à y répondre par des explications empathiques. Des blogueurs et blogueuses ont rapporté que des personnes qui les avaient attaqués au début se sont ensuite excusées, après avoir développé une meilleure compréhension grâce à des échanges intensifs.

Daouda Ballo: Nous avons en outre introduit une «procédure d'évaluation par les pairs». Avant de poster des contributions, les blogueurs/euses les partagent dans un groupe WhatsApp pour qu'ils soient examinés et évalués. L'élaboration commune des contenus favorise les échanges et offre un soutien en cas d'attaques.

Avez-vous déjà constaté un effet dans votre lutte contre la désinformation liée à l'excision?

Adam Dicko: Comme déjà mentionné, des blogueurs et blogueuses ont rapporté que des personnes se sont excusées pour des attaques, après leur avoir expliqué les conséquences de l'excision. Ces personnes ont réalisé que le fait de rompre cette tradition n'a rien à voir avec un abandon de la religion. Certaines continuent ensuite à s'intéresser au sujet et deviennent elles-mêmes actives contre les mutilations génitales féminines. Il est toutefois important de souligner qu'au Mali, seuls 36% environ de la population ont accès à Internet. Par conséquent, des actions directes au sein des communautés sont souvent bien plus ef-

ficaces que les médias numériques. Nous œuvrons principalement à l'échelle de la communauté et essayons d'impliquer les leaders traditionnels et autres personnes d'autorité dans nos actions, car c'est ce qui a le plus d'impact.

Que souhaiteriez-vous en ce qui concerne votre travail dans les médias sociaux?

Adam Dicko: Les médias sociaux permettent d'atteindre un large public, notamment les jeunes en dehors des établissements d'enseignement traditionnels. Ils simplifient, accélèrent et potentialisent la diffusion d'informations et utilisent des contenus visuels pour sensibiliser et encourager des réactions émotionnelles. Mais l'accès à Internet au Mali est souvent limité et la diffusion d'informations non qualifiées peut facilement conduire à des malentendus. De plus, le discours parfois très polarisé dans les médias sociaux rend difficiles les discussions constructives. Malgré cela, il est important que les organisations et les professionnels qui traitent ces sujets soient présents et actifs sur les médias sociaux et qu'ils collaborent avec des influenceurs/euses et des leaders de la communauté, afin de diffuser leur message et de gagner la confiance du public. En outre, nous devrions encourager les personnes à faire preuve d'esprit critique face aux informations et à toujours vérifier les sources.

.....
Interview: Marilyn Umurungi

À propos des spécialistes impliqués

Adam Dicko

Adam Dicko est entrepreneure sociale et directrice générale de l'Association des Jeunes pour la Citoyenneté Active et la Démocratie (AJCAD), où elle se concentre sur l'engagement dans la société civile et les droits humains. L'AJCAD compte plus de 20'000 membres, 57 collaborateurs et collaboratrices et plus d'une douzaine de projets. Avec plus de 15 ans d'expérience dans le volontariat et sept ans d'expérience professionnelle dans le développement durable et l'engagement social, Adam Dicko soutient les communautés dans le développement de concepts et de compétences pour la démocratisation participative et la lutte contre la corruption.



Daouda Ballo

Daouda Ballo, chargé du genre et de l'inclusion sociale au sein de l'AJCAD, s'engage avec passion en faveur des droits fondamentaux. Il est responsable auprès de l'association pour la diversité, l'égalité des chances et les comportements respectueux. Daouda Ballo conduit des projets d'inclusion, coordonne différentes actions et manifestations et conseille le personnel et les bénévoles dans leur travail d'information sur les droits sexuels et la santé.

«NOTRE BÉBÉ ET NOUS»

Percevoir la vie qui prend forme dans son propre ventre et voir, semaine après semaine, comment le fœtus gagne en taille et en poids et comment ses organes se développent fait partie des aspects les plus fascinants de la grossesse. Les applications qui documentent le déroulement de la grossesse dans le secteur de la santé connaissent un véritable boom et offrent une forme innovante d'accompagnement numérique.

La santé des mères et des nouveau-nés représente un défi majeur dans la région du Sahel, les taux de mortalité y sont parmi les plus élevés au monde. Au Togo par exemple, selon un rapport de l'UNICEF de 2023, le taux de mortalité maternelle est de 399 décès pour 100'000 naissances, soit environ deux décès par jour à l'échelle nationale. Cette situation alarmante est due à plusieurs facteurs: une infrastructure sanitaire insuffisante, un manque d'information sur les risques liés à la grossesse ainsi qu'une malnutrition qui affaiblit encore plus les femmes.

Dans les zones rurales en particulier, de nombreuses femmes n'ont pas ou très peu accès aux services de santé et sont largement coupées des soins médicaux. Mais même dans les villes, beau-

coup de futures mères se retrouvent sans soutien suffisant, car les soins prénataux et postnataux font souvent défaut et on fait face à un manque de personnel qualifié et d'équipement médical.

Le gouvernement travaille, en collaboration avec des organisations internationales, à l'amélioration des soins de santé pour les futures mères et les nouveau-nés. La numérisation du suivi prénatal au Togo ne progresse toutefois que lentement, raison pour laquelle IAMANEH Suisse a lancé, en coopération avec son organisation partenaire togolaise AFAD, une application qui fournit de précieuses informations sur la grossesse, l'accouchement et les suites de couches. L'application fait partie du projet «Services obstétriques respectueux» que l'AFAD promeut depuis quelques années.

Un espace protégé pour les futures mères

Comme dans de nombreux pays d'Afrique de l'Ouest, les maternités au Togo ne sont aménagées que pour une seule position d'accouchement, allongée sur le dos sur la table obstétricale. Les souhaits et besoins individuels des femmes ne sont pas pris en compte, le manque de respect et les mauvais traitements dissuadent souvent les femmes de se rendre dans les centres de santé.

En outre, les pratiques traditionnelles et la pression des communautés peuvent aussi influencer les décisions des femmes enceintes concernant leurs soins de santé.

Les services obstétriques respectueux mis en place par l'AFAD impliquent de la considération, de bonnes compétences et des soins adéquats. De plus, la femme enceinte ou parturiente bénéficie d'un soutien social de la part d'une personne accompagnante choisie, voit son intimité préservée, est associée aux décisions et peut déterminer librement sa position d'accouchement. En position debout, assise ou à quatre pattes, on utilise la force de gravité qui place le bébé dans la bonne position de départ dans le canal vaginal. Les contractions sont en outre plus productives en position debout et physiquement active, ce qui permet au bébé de voir le jour plus rapidement. Des services obstétriques respectueux améliorent non seulement les soins de santé maternels, mais contribuent également à réduire la mortalité chez les mères.

Implication des pères

L'application «Mon bébé et moi» a été conçue à l'origine par l'organisation Enfants du Monde, avec la participation du ministère de la Santé du Burkina Faso et d'autres partenaires, et proposait des informations simples sur la grossesse, l'accouchement, la phase postnatale ainsi que sur le Covid-19. À partir de là est née avec le soutien de IAMANEH Suisse la version «Notre bébé et nous», qui se dis-

tingue des applications similaires surtout par l'implication des pères pendant la grossesse, l'accouchement et la parentalité.

En reconnaissant le rôle essentiel des partenaires masculins dans cette phase de la vie, «Notre bébé et nous» offre une perspective plus inclusive et souligne l'importance du soutien à la mère.

L'application, disponible sur Play Store, est fortement recommandée dans les centres de santé de la région où notre organisation partenaire AFAD est active. L'application peut être utilisée sans connexion Internet une fois téléchargée, ce qui constitue une innovation particulièrement intéressante. Cet accès simple et gratuit est déterminant, car il permet aux femmes vivant dans des régions reculées d'utiliser l'application non seulement lors de leurs visites au centre de santé, mais aussi d'accéder à des données importantes à la maison, même sans Internet. Le respect de la vie privée des utilisatrices et utilisateurs constitue un autre aspect essentiel, l'application ne collecte pas d'informations personnelles afin de garantir la protection des données individuelles.

Quel est l'avenir de l'accompagnement numérique?

La numérisation imprègne de plus en plus la vie sociale et économique dans de nombreuses régions du monde. Il existe certes des risques tels

que l'utilisation abusive des données et les cyberattaques, mais la numérisation offre également beaucoup d'avantages. Dans le domaine de la santé, elle entraîne une transformation fondamentale et une optimisation de différents aspects des soins.

L'AFAD s'efforce de développer en permanence l'application «Notre bébé et nous», et a besoin pour cela des feedbacks et des propositions d'amélioration de la part des utilisateurs et utilisatrices. Dans

la prochaine phase du projet, l'AFAD souhaite acquérir une meilleure compréhension des besoins des femmes enceintes et de leurs partenaires. Une enquête sera menée pour évaluer le taux de satisfaction, afin d'orienter davantage la prochaine version de l'application vers les besoins réels.

Des applications telles que «Notre bébé et nous» montrent que la numérisation peut faciliter la communication entre les acteurs du secteur de la santé. Elles permettent aux personnes de mieux prendre soin de leur santé et offrent aux femmes enceintes et à leurs partenaires un soutien précieux sur le chemin de la parentalité.

Marilyn Umurungi



À propos du projet

Services obstétricaux respectueux

L'Alliance Fraternelle Aide pour le Développement (AFAD) organise depuis 2022 des formations pour les prestataires de soins maternels au sein des infrastructures de santé du district de Kpélé au Togo. Les participant-e-s renforcent leurs compétences professionnelles dans le domaine des soins maternels et contribuent ainsi à la réduction de la mortalité chez les mères. Dans les années à venir, l'AFAD prévoit d'ancrer à long terme les principes de soins obstétricaux respectueux dans le système de santé togolais, afin de préserver les droits des femmes enceintes et parturientes.

<https://www.afad-togo.org/>

Capture d'écran de l'application «Notre bébé et nous». Des spécialistes au Togo ont continué à développer l'application.

Photo: IAMANEH Suisse

Souhais de bienvenue

Selina Felber est chargée de programme pour le Sénégal et le Burkina Faso depuis mai 2024. Cette socio-anthropologue a mené des recherches sur le changement climatique et alimentaire, ainsi que sur les systèmes alimentaires locaux au Sénégal. Elle travaille en freelance comme éducatrice environnementale chez Aqua Viva.

Jessica Meister est responsable de la collecte de fonds institutionnelle chez IAMANEH Suisse depuis juillet 2024. En tant que coprésidente de l'association Frauenstadtrundgang Zürich, elle apporte son expérience en matière de relations publiques et de fundraising. Elle a étudié l'histoire générale, le droit public et la politique et a suivi une formation continue en communication pour les ONG. Elle a travaillé entre autres comme blogueuse au Tages-Anzeiger et comme collaboratrice scientifique à la Fondation des sources du droit de la Société suisse des juristes.

Miriam Glass, qui travaille déjà chez IAMANEH Suisse depuis août 2023, a repris la co-direction et la tête du secteur communication & collecte de fonds en août 2024.

Nadja Sprenger-Lerch est responsable des finances, du personnel et de l'informatique chez IAMANEH Suisse depuis mi-septembre 2024. Elle apporte son expérience et de précieuses compétences grâce à son travail de longue date en tant que comptable au sein d'un bureau d'ingénieurs et directrice administrative d'un centre d'hébergement et de soins.

Départs

Maja Hürlimann a œuvré comme chargée de programme pour le Sénégal et le Burkina Faso jusqu'en décembre 2023. Elle s'est engagée pendant huit ans avec beaucoup d'habileté, de compétence et d'empathie en faveur du travail de nos organisations partenaires. Nous la remercions vivement pour son excellente collaboration.

Nous avons pris congé en février 2024 de notre experte en genre, **Serena Dankwa**. Elle a dirigé durant deux ans le service Genre, Équité & Transformation, ainsi que l'organisation du festival de films FRAUENSTARK! Nous remercions Serena pour son engagement, ses idées et ses impulsions pour le changement.



Manuela Di Marco
Photo: Christian Aeberhard

Nous avons fait nos adieux à **Manuela Di Marco** fin juillet 2024.

Manuela a travaillé pendant 22 ans chez IAMANEH Suisse, en tant que responsable de la communication et de la collecte de fonds et, depuis 2020, au poste de co-directrice aux côtés d'Alexandra Nicola. Elle a largement contribué à faire de IAMANEH Suisse une organisation clairement focalisée et professionnelle. Nous remercions Manuela de tout cœur pour tout ce qu'elle a fait pour l'association. À l'occasion de son départ à la retraite, elle revient dans une interview publiée sur notre site Internet sur ses 22 ans passés chez IAMANEH. www.iamaneh.ch/fr/manuela

Franziska Geiser-Bedon a rejoint IAMANEH Suisse en 2018 en tant que conseillère professionnelle pour la direction, et a ensuite pris la responsabilité des finances, du personnel et de l'informatique. Nous avons pris congé de Franziska à la fin du mois d'octobre 2024, nous la remercions pour son engagement et son dévouement exceptionnels.

PROCHAINEMENT

BÂLE FRAUENSTARK! présente des femmes fortes

À l'occasion du festival du film FRAUENSTARK! (Force féminine) qui se tiendra du **25 au 30 novembre 2024**, IAMANEH Suisse projettera six films qui abordent tous la question de savoir comment la violence systémique et spécifique liée genre peut être surmontée. Le festival présentera pour la première fois un documentaire coproduit par IAMANEH Suisse: *Beyond Silence* fait le portrait de deux femmes albanaises courageuses. Toutes deux, survivantes de la violence domestique, brisent le silence et trouvent espoir et force grâce à un réseau qui lutte pour le changement. En outre, des hôtes conduiront une discussion passionnante à propos de mesures de protection concrètes pour les femmes et les filles dans des contextes fragiles. Le festival a lieu dans le cadre de la campagne internationale «16 jours contre la violence faite aux femmes». IAMANEH Suisse vous invite à un échange ouvert et animé lors de FRAUENSTARK! et se réjouit de répondre à vos questions dans la salle Küchlin 1.

GENÈVE «femmes!» regarde vers l'avenir

IAMANEH Suisse a sélectionné cinq films originaux pour le festival du film «femmes!» qui se tiendra du **5 au 13 novembre 2024**. L'événement se focalise sur les femmes qui échappent aux structures patriarcales, qui vont au-delà des schémas de pensée rigides et qui remettent en question les rapports de force existants. Il s'agit de femmes qui se tournent courageusement vers l'avenir et se battent pour leurs droits, sans qu'ils soient toujours remis en question.

Le festival fait partie de la «Campagne du 25 novembre», organisée par le bureau de promotion de l'égalité et de prévention des violences domestiques du canton et de la ville de Genève. Les différentes manifestations se déroulent en coopération avec d'autres organisations, dont le Geneva Graduate Institute. Les projections seront suivies de discussions publiques avec des expertes, sur le thème de l'égalité entre les sexes.

Informations détaillées sur les événements de
Bâle: www.iamaneh.ch/frauenstark
Genève: www.iamaneh.ch/femmes

COMMENT APPORTER VOTRE SOUTIEN:

- par un **don ponctuel** qui sera attribué là où la nécessité est la plus forte;
- Par des **dons plutôt que des cadeaux** à l'occasion de votre anniversaire, de votre mariage ou d'une fête de famille;
- en vous **affiliant à IAMANEH**. En versant une cotisation de 50 CHF par an, vous bénéficiez d'une voix à notre assemblée et soutenez à long terme les intérêts des femmes et des enfants;
- par un **legs testamentaire** à IAMANEH. Vous offrez de cette manière une vision d'avenir et bénéficiez à long terme la santé des femmes et des enfants.
www.iamaneh.ch/fr/legs

Votre don fait la différence, merci!

Faites un don avec
TWINT!



Scannez le code QR avec
l'app TWINT



Confirmez le montant et
le don





Impressum

Édition

IAMANEH Suisse, Bâle et Genève

Rédaction

Marilyn Umurangi, Stella Loeffelholz

Commission de rédaction

Beate Kiefer, Miriam Glass

Collaboration

Alexandra Nicola, Ralph Smyth, Ejnxh Pepa,
Adam Dicko, Daouda Ballo

Traduction FR

Jacques Muheim, interidioms.com

Graphisme

KOKONEO GmbH, Bâle

Impression

Stuedler Press AG, Bâle

Tirage

Allemand: 2'500 Ex. / français: 200 Ex.

Bâle, novembre 2024

FRAUEN! FILM STARK! FESTIVAL

25.11.—30.11.24

«Beyond Silence»

Ce film documentaire, tourné avec nos partenaires de projet en Albanie, expose l'histoire de deux femmes qui ont brisé le silence qui entoure la violence domestique. À voir le 28 novembre 2024 au festival FRAUENSTARK! (Force féminine!) à Bâle.
www.iamaneh.ch/frauenstark

IAMANEH Schweiz | Suisse
info@iamaneh.ch
www.iamaneh.ch

Aeschengraben 16
CH-4051 Bâle
T +41 61 205 60 80

Rue de Cornavin 11
CH-1201 Genève
T +41 76 491 60 81

IBAN CH95 0900 0000 4063 7178 8

